



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MINISTRE DE L'ENERGIE ET RESSOURCES HYDRAULIQUES

**PROJET D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN-FINANCEMENT
ADDITIONNEL (PEMU-FA)**



**DEUXIEME PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION (PAR) DES
PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX
D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES DE LA VILLE DE
MATADI**

RESUME EXECUTIF

Septembre 2019

RESUME EXECUTIF

CONTEXTE

Le Projet d'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain «PEMU» a été mis en place par la République Démocratique du Congo dans le cadre de son vaste programme pluriannuel de reconstruction des infrastructures et vise à augmenter substantiellement la production d'eau potable, qui est largement inférieure à la demande potentielle et à réduire les pertes d'eau dans les réseaux de distribution et les branchements particuliers, pour subvenir aux besoins du plus grand nombre de citoyens en eau potable. Le PEMU initial qui est entré en vigueur en novembre 2009 a couvert les villes de Kinshasa, Matadi et Lubumbashi.

Suite aux résultats satisfaisants du PEMU initial et afin d'en consolider les acquis et d'en étendre les activités à d'autres villes de la RDC, le Gouvernement de la république avait sollicité et obtenu de la Banque mondiale (IDA) un Financement Additionnel au PEMU à hauteur de 166 millions de dollars américains. Les villes concernées par le PEMU-FA sont : Kinshasa, Lubumbashi, Matadi et Kindu.

Concernant la ville de Matadi, les nouvelles activités prévues dans le cadre du Financement Additionnel au PEMU sont :

- Réhabilitation de l'usine Fleuve (décanteurs, filtres et bâtiments d'exploitation), y compris conduite de refoulement,
- Réhabilitation, renforcement et extension des réseaux secondaires et tertiaires 68,4 km (DN50 à 250)
- Report de 2 500 branchements particuliers.

Etant donné que la mise en œuvre de ces travaux laissait entrevoir des effets négatifs sur l'environnement et pourraient entraîner des déplacements économiques (des pertes de revenus ainsi que des restrictions d'accès aux ressources) ou physiques (déplacement définitifs ou temporaires des populations), la Cellule d'Exécution des Projets Eau (CEP-O) de la REGIDESO avait procédé à l'élaboration en Octobre 2017 d'un Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) qui a été mis en œuvre avec l'indemnisation en avril 2019, de 170 personnes affectées par les travaux.

Cependant, certaines conduites sur une distance d'environ 6000 m, figurant dans le volume 3 du DAO final, n'ont pas été prises en compte lors de la réalisation du premier PAR d'AEP Matadi. L'élaboration d'un deuxième Plan d'Action de Réinstallation (PAR) pour les conduites susvisées s'avère nécessaire. Il s'agit des conduites suivantes:

N°	Axe	Longueur (m)	Diamètre existant (mm)	Diamètre projeté (mm).	Commune
1	GARAGE MAVUZI VERS AVENUE MPIALU	600	DN 150 A	DN 150	MATADI
2	CV COUVENT VERS ROND POINT MUZEE	500	DN 125 A	DN 150	MATADI
3	CV COUVENT VERS HOTEL CHEZ TONTON	800	DN 125 A	DN 150	MATADI
4	CV COUVENT DES SŒURS VERS CV INSPECTION POLICE	780	DN 150 A	DN 150	MATADI
5	ROND-POINT NZANZA VERS CV TOP BARRIERE	900	DN 150 A	DN 150	NZANZA
6	ATEZAM VERS MARCHE POMPAGE	350	DN 150 A	DN 150	NZANZA
7	AVENUE CORNICHE (MONT TABOR VERS CV BAFUN)	750	DN 80 A	DN 150	MATADI
8	CV COMMUNE MVUZI VERS ODIMBA	400	DN 125 A	DN 150	NZANZA
9	CV LONDE VERS PONT TRANSAÏRE (ENERGIE)-AV KALAKALA	1050	DN 150 A	DN 250	MATADI
10	RP RTNC- PONT DEBK	200	DN 150 A	DN 250	MATADI
11	Marché DAMAR	50	DN 150 A	DN 150	MATADI
	TOTAL	6 380			

La Cellule d'Exécution des Projets Eau (CEP-O) de la REGIDESO a ainsi procédé à la réalisation en mars 2019 de nouvelles études socio-économiques en vue d'élaborer un deuxième Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) pour les travaux d'AEP Matadi.

JUSTIFICATION DU PAR

La réalisation des activités prévues dans le cadre de ce projet peut avoir des effets négatifs sur l'environnement et entraîner des déplacements économiques ou physiques des personnes. Soucieuse de la préservation de l'homme et de son environnement, la CEP-O/REGIDESO avait initié des enquêtes socio-économiques pour la réalisation du présent Plan d'Action de Réinstallation (PAR). L'objectif visé par les enquêtes socio-économiques était d'identifier les biens et les personnes susceptibles d'être impactés pendant la mise en œuvre des activités du projet ainsi que de proposer des mesures adaptées à la situation réelle observée au cours de ladite opération.

PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PAR

Les objectifs du plan de réinstallation sont de mettre en place les mécanismes d'évitement et/ou d'atténuation des impacts sociaux afin de prendre en compte les impacts du déplacement involontaire des populations affectées par le Projet, en leur permettant de reconstituer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie. Il s'agit également de restaurer les moyens de production et les revenus au niveau individuel et collectif supérieur ou égal à la condition initiale.

Le présent PAR est préparé en se conformant aux objectifs globaux de la Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale sur la réinstallation involontaire qui sont les suivants :

- minimiser, dans la mesure du possible, la réinstallation involontaire et l'acquisition de terres, en examinant toutes les alternatives viables dès la conception du projet ;
- s'assurer que les personnes affectées par le projet (PAP) sont consultées effectivement en toute liberté et dans la plus grande transparence et ont l'opportunité de participer à toutes les étapes majeures du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation involontaire et de compensation ;
- s'assurer que les indemnités, s'il y a lieu, sont déterminées de manière participative avec les PAP en rapport avec les impacts sociaux subis, afin de s'assurer qu'aucune d'entre elles ne soit pénalisée ;
- s'assurer que les personnes affectées y compris les personnes vulnérables soient assistées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens d'existence et leur niveau de vie, ou du

moins de les rétablir en termes réels à leur niveau d'avant le déplacement ou à celui d'avant la mise en œuvre du projet, selon le cas le plus avantageux pour elles ; et

- s'assurer que les activités de réinstallation involontaire et de compensation soient conçues et exécutées en tant que programme de développement durable, fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour que les personnes affectées par le projet aient l'opportunité d'en partager les bénéfices.

CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA REINSTALLATION

Les textes juridiques nationaux en la matière ont été considérés, notamment la loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des sûretés telle que modifiée et complétée par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980, la Loi n°77/01 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et la loi n° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement.

Toutefois, la législation nationale et la PO 4.12 de la Banque Mondiale ne sont concordantes que sur le principe d'évaluation, la date butoir et le type de paiement. S'agissant des personnes éligibles à une compensation, il se dégage un léger rapprochement entre la législation congolaise et la PO 4.12. Il faut simplement préciser que le droit de la RDC est plus restrictif dans la mesure où il met l'accent en particulier sur les détenteurs de droits reconnus par la loi. Pour tous les autres points, il y a plus ou moins une discordance relativement nette. Sous ce rapport, il est préconisé que la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale soit appliquée, lorsque celle-ci est favorable aux populations impactées, pour guider le processus de compensation éventuelle dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet.

CARACTERISTIQUES SOCIO – ECONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les activités du projet qui font l'objet du présent PAR s'exécutent dans la ville de Matadi, en province du Kongo-Central.

L'habitat rencontré dans l'emprise du projet est de type moderne composé essentiellement de villas de standing grands et moyens bordés par des nombreuses infrastructures à caractère commerciales et socioprofessionnelles, tels que dans les marchés Damar (dominés par les étalages en bois), mais aussi des conteneurs et kiosques. L'on y compte également quelques marchands à la sauvette le long de la voirie.

Cependant, seuls 5 axes sur les 11 initialement prévus par le projet sont concernés par ce présent PAR. Il s'agit des axes suivants : (i) CV couvent- CV Police, (ii) CV Londe vers Pont Transzaïre (Energie)-(iii) Avenue Kalakala, Atezam vers Marché Pompape, (iv) RP RTNC- Pont DEBK et (v) Marché Damar.

ENVERGURE DE LA REINSTALLATION PREVUE

Les enquêtes ont révélé que les travaux entraîneront des déplacements temporaires d'activités de commerces avec comme conséquence la démolition des rampes en béton ou en ciment, le démontage des étals inamovibles, la démolition des devantures des quelques structures en briques cuites, en tôle ou en bois, les pertes de revenus de faible portée pendant la période de latence ne dépassant pas 5 jours et le transport aller et retour des marchandises à déplacer temporairement avant la réoccupation de l'emprise à la fin des travaux.

De ce fait, une étude détaillée permettant l'évaluation chiffrée pour la mise en œuvre de la réinstallation a été effectuée.

RESULTAT DE L'ETUDE SOCIO-ECONOMIQUE

Les activités de recensement des PAP ainsi que de leurs biens se sont déroulées du **26 au 29 mars 2019**. Les enquêtes socioéconomiques menées sur terrain ont révélé que **120** personnes chefs des ménages seront négativement touchées par le projet soit un total de **780** dépendants impactés. Il est à noter que les **120** chefs des ménages sont toutes impactés au niveau d'infrastructures commerciales avec ou sans perte de revenus.

ELIGIBILITE

Trois catégories de personnes sont éligibles à la compensation. Il s'agit de:

- détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
- celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont tout autre titre, sous réserve qu'il soit reconnu par les lois en vigueur en RDC, notamment telle la loi n° 77-001 du 22 février 1977, ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation ;
- celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

SELECTION DES SITES DE REINSTALLATION

La mise en œuvre du PAR dans les différents sites du projet sélectionnés n'entraînera pas de déplacement définitif. Etant donné que les activités ne nécessiteront que des déplacements temporaires, les PAP pourront regagner leurs lieux de travail et reprendre leurs activités normalement, du moins pour ceux qui le souhaiteraient. Signalons que les structures inamovibles ne subiront qu'une destruction temporaire avant d'être reconstruites sur l'emprise à la fin des travaux.

Pour ce faire, les PAP seront appelées à prendre les dispositions nécessaires dès le démarrage de la mise en œuvre du PAR au moins un mois avant le début des travaux. Cependant, la libération des emprises par les PAP n'aura lieu qu'après paiement effective des compensations. Aussi, les séances d'information et sensibilisation seront permanentes pour permettre aux PAP d'être informées sur l'évolution des travaux et la période de réoccupation des emprises et de ce fait, les faire participer activement à l'opération de réinstallation.

Les PAP recevront une indemnité compensatoire pour les pertes subies conformément à la PO 4.12. Une enquête socio-économique sera réalisée après la mise en œuvre du PAR en vue de la détermination du niveau de restauration des ménages.

GESTION DES PLAINTES

La gestion des plaintes doit se faire dans le cadre d'une Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR). Cette commission comprendra :

- Le représentant du Bourgmestre de la commune concernée ;
- Le Responsable de la Cellule Environnement et Social de la CEP-O/REGIDESO ;
- 1 représentant de la société civile;
- 1 représentant des PAP ;
- Le représentant du Chef de quartier/rue.

Cette commission aura la possibilité de se réunir au moins quatre (4) fois pendant le 1 mois de la durée estimative de mise en œuvre du PAR (de la certification de la liste des PAP au paiement effectif des indemnisations).

De ce fait, un cahier de conciliation sera déposé à la maison communale, lieu choisi de commun accord avec les PAP. Chaque page du cahier sera préalablement numérotée et signée par le

président de la Commission Locale de Conciliation et de Réinstallation. Il sera bien précisé que, s'il y a une erreur, la ou les pages devront être rayées ou biffées. Toute page arrachée devra faire l'objet d'une explication et/ou enquête.

Ainsi, toute personne s'estimant lésée pourra officialiser sa plainte suivant la procédure décrite ici-bas :

- Communication de la plainte (par écrit ou oralement) par la personne lésée à la Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR) situé au bureau communal ;
- La Plainte est d'abord notifiée par la PAP dans le cahier de conciliation réservé à cet effet auprès de la CLCR au niveau de la commune;
- Examen de la plainte par la CLCR au cours de la première réunion suivant le dépôt de la plainte. Après un débat contradictoire, la solution proposée est notée dans le cahier de conciliation ;
- Transmission du rapport de traitement des litiges à la CEP-O/REGIDESO pour validation endéans 48 heures;
- Examen du rapport de traitement des litiges par la CEP-O/REGIDESO, émission de l'avis de non objection pour paiement et notification par le CLCR de la réponse à la PAP ;
- Paiement au plaignant, à travers une agence de transfert de fonds, du montant de règlement des litiges approuvé par la CEP-O/REGIDESO;
- Élaboration et transmission du rapport de paiement de règlement des litiges par la CLCR à la CEP-O pour vérification et archivage.

Au-delà de l'option ci-dessus, la PAP peut saisir le Tribunal de Grande Instance pour faire valoir ses droits et obtenir justice.

Notons que les PAP ont été informées sur ces différentes formes de procédures qui se résument comme suit :

- L'enregistrement des plaintes et le mécanisme de résolution à l'amiable ;
- Les dispositions administratives;
- Le recours à la justice.

Les PAP sont conscientes que le mécanisme de gestion à l'amiable des conflits est plus bénéfique que la saisine des juridictions publiques. Cela est conforme à l'esprit de la PO 4.12 de la Banque Mondiale qui prône la résolution à l'amiable au niveau local de tout problème.

Au-delà de l'option ci-dessus, la PAP peut saisir le tribunal de leur juridiction. Cette démarche suppose que la PAP dispose des moyens nécessaires (financière et intellectuelle) pour faire prévaloir ses droits et se faire justice.

Il n'existe pas de délai de prescription pour le dépôt des plaintes par les PAP. Cependant, pour raison de promptitude, nous encourageons la gestion cyclique des plaintes dans un délai de trois (3) semaines par cycle. Ce temps pourra être réparti comme suit :

- Une (1) semaine sera accordée aux PAP pour déposer leurs plaintes au niveau des chefs de quartiers qui les transmettront aux différentes communes concernées ;
- Une (1) semaine pour prendre connaissance des différentes plaintes et convoquer une session de la Commission locale de Réinstallation et Gestion des Litiges ;
- Une (1) semaine accordée à la commission pour traiter l'ensemble des plaintes.

DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

La REGIDESO se chargera de la mise en œuvre du PAR avec l'appui d'un Consultant Indépendant et de la Commission Locale de Réinstallation et de Conciliation (CLCR). La REGIDESO et la CLCR auront une responsabilité centrale dans la coordination des différentes activités de compensation. Elles devraient mobiliser tous les acteurs pour la mise en œuvre des activités prévues dans le présent rapport. Les indicateurs à suivre seront :

- le nombre de PAP indemnisées;
- Le revenu mensuel des PAP avant et après la mise en œuvre du PAR
- le nombre de personnes ayant perdu définitivement leurs actifs ;
- le nombre des personnes ayant perdu temporairement leurs actifs ;
- le nombre des personnes ayant bénéficié de l'aide à la réinstallation ;
- le nombre des propriétaires ayant perdu leurs actifs ;
- le nombre de plaintes enregistrées ;
- le nombre de plaintes traitées.

Les données relatives aux revenus mensuels ou journaliers de chaque PAP ont été collectées à l'élaboration du PAR. Ces revenus, repris au tableau 7 du présent PAR, servira d'indicateurs de vérification du niveau de restauration des ménages après les travaux.

CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DU PAR

Etapas/Activités	Septembre 2019			
	Semaine 1	Semaine 2	Semaine 3	Semaine 2
Etape 1: Validation du PAR				
Etape 2: Dépôt d'un exemplaire du PAR aux communes concernées				
Etape 3: Consultations publiques et réunion d'information des PAP				
Etape 4 : Signature des protocoles l'indemnisation indiquant le montant de la compensation, les objectifs de la compensation, les obligations des parties (affectées et projet)				
Etape 5: Remise de la compensation				
Etape 6: Libération des couloirs, des sites et clôture du dossier individuel.				
Etape 7: Rédaction du Rapport de mise en œuvre de compensation				

Les travaux ne devront débuter qu'après paiement des indemnités et libération des couloirs.

DATE BUTOIR

Les populations ont été sensibilisées à ne plus s'installer dans l'emprise de la conduite. Conformément aux dispositions de la PO 4.12, la date butoir a été fixée au **26 mars 2019** correspondant au début de l'opération d'inventaire détaillé, réalisée du **26 au 29 mars 2019** (période de recensement).

La publication de la date butoir par voie d'affichage dans les bureaux des Communes et des Quartiers concernés est effective depuis le 30 mars 2019 (Voir annexe 16.3)

SUIVI ET EVALUATION DU PAR

Le suivi-évaluation s'effectuera à trois niveaux : le premier niveau relève de la responsabilité de la REGIDESO. Il inclut également un audit interne que la CEP-O/REGIDESO a toujours réalisé après la mise en œuvre de chaque PAR. Le second niveau relève des autorités communales. Quant au troisième, il portera sur un audit social qui sera effectué par les consultants indépendants. L'objectif de l'évaluation est de s'assurer que tous les objectifs du présent PAR sont atteints et que toutes les PAP sont satisfaits, indemnisés et que celles-ci ont repris leurs activités productives.

CONSULTATIONS PUBLIQUES

De façon générale, les populations riveraines perçoivent positivement le projet. Elles estiment qu'il constitue un facteur de développement et de progrès social pour le pays, car l'amélioration du taux d'accès à l'eau potable favorise le développement de la population et attendent avec impatience le début des travaux.

A l'issue des entretiens avec les PAP, les principales recommandations suivantes ont été formulées :

- Regagner l'emprise après les travaux en vue de continuer leurs activités de négoce;
- Les informer un mois avant le début de l'exécution des travaux du projet afin que ces derniers prennent les dispositions pour laisser le site temporairement ;
- Payer leur compensation via une agence de transfert des fonds et non dans des banques compte tenu des tracasseries et longues procédures au niveau des guichets bancaires ;
- D'exécuter les travaux de réhabilitation en temps record afin de reprendre leurs activités habituelles ;
- Leur permettre de déplacer eux-mêmes et de récupérer les cabines pendant l'exécution des travaux afin de les remettre au même endroit après travaux ;
- Leur payer une indemnisation acceptable afin de faciliter leur restauration ;
- Embaucher si possible leurs dépendants pendant l'exécution des travaux sur le site;
- Crainte de voir les autorités locales prélever des retenues sur leur d'indemnisation;
- Payer les PAP ayant perdu leurs pièces d'identité sur base du témoignage du chef de quartier et du voisin, des photos prises lors de l'identification ou de l'attestation de perte de pièces;
- Crainte d'être chassé par les autorités locales sans être indemnisé du fait de l'occupation illégale de l'emprise (marché à la sauvette).
- Les PAP, à l'unanimité, ont souhaité être compensées uniquement en espèces

Les explications suivantes, apportées à la satisfaction des PAP, en réponse aux préoccupations soulevées, portent essentiellement sur les droits en matière de réinstallation ainsi que les options offertes par le projet (en nature, en espèces ou sous une autre forme):

- Les PAP subiront un arrêt temporaire d'activités et sont autorisées de regagner l'emprise après les travaux en vue de continuer leurs activités de négoce. Les autorités locales sont

suffisamment sensibilisées pour faciliter aux PAP la réoccupation paisible de l'emprise à la fin des travaux;

- Le déplacement ne pourra intervenir qu'après paiement effectif des indemnités. Un délai de grâce sera accordé aux PAP entre le paiement des compensations et le début des travaux. Des séances d'information et de consultations publiques seront organisées avant les travaux afin de permettre aux PAP de libérer paisiblement le site;
- Le paiement des indemnités se fera, comme souhaité par les PAP, à travers une agence de transfert des fonds. Les frais de transfert, inclus dans le budget du PAR, seront pris en charge par le gouvernement;
- L'entreprise d'exécution a l'obligation contractuelle de terminer les travaux à l'échéance échue, faute de pénalités. Toute perte supplémentaire occasionnée par le retard dans l'exécution de travaux sera soit indemnisée soit réparée;
- Les PAP recevront une indemnité compensatoire juste de faciliter leur restauration ;
- Le recrutement tient compte de la méritocratie. Toutefois, les Prescriptions Environnementales et Sociales en annexe au contrat signé avec l'entreprise précise qu'à compétence égale, priorité sera accordée aux PAP ou à leurs dépendants.
- Les indemnités compensatoires ne seront soumises à aucune fiscalité;
- La CEP-O pendra des dispositions idoines en vue d'obtenir de l'agence de transfert des fonds le paiement sécurisé des PAP ayant perdu leurs pièces d'identité;

ESTIMATION DU COUT GLOBAL DU PAR

Le coût des indemnités est de **56 669 USD** pour un coût global de mise en œuvre du PAR estimé à **97 402 USD** comme l'indique le tableau au ci-après.

N°	Description	Montant / Source de financement (USD)		
		RDC	PEMU	Total
1	Compensation des PAP			
	<i>Indemnisation des PAP</i>	56 669	0	56 669
	Sous-Total (1)			56 669
2	Frais de mise en œuvre suivi et supervision du PAR			
(a)	<i>Frais de prestation du Consultant indépendant (ONG Témoin)</i>	0	25 000	25 000
(b)	<i>Frais de fonctionnement de CLCR</i>	0	6 000	6 000
(c)	<i>Frais de transfert des fonds</i>	567	0	567
(d)	<i>Audit social</i>	0	5 000	5 000
(e)	<i>Sous-total:</i>	567	36 000	36 567
	<i>Imprévus (10%)</i>	566	3 600	4 166
	Sous-Total (2) (Sous-total + imprévu):	1 133	39 600	40 733
	TOTAL	57 802	39 600	97 402

La mise en œuvre du PAR sera effectuée par un consultant indépendant. Des enquêtes sur la restauration des ménages seront effectuées par la même occasion.

EXECUTIVE SUMMARY

Context

The Urban Drinking Water Supply Project "PEMU" was set up by the Democratic Republic of Congo as part of its extensive multi-year infrastructure reconstruction program and aims to substantially increase production drinking water, which is well below potential demand and to reduce water losses in distribution systems and special connections, to meet the needs of the largest number of citizens with safe drinking water. The original MOU, which came into force in November 2009, covered the cities of Kinshasa, Matadi and Lubumbashi. Following the satisfactory results of the initial funds and in order to consolidate its achievements and extend its activities to other cities in the DRC, the Government of the Republic had requested and obtained additional funding of US\$166 million from the World Bank (IDA). The cities concerned by the PEMU-FA are: Kinshasa, Lubumbashi, Matadi and Kindu.

Regarding the city of Matadi, the new activities planned under the additional Funding to the PEMU are:

- Rehabilitation of the River plant (decanters, filters and operating buildings),
- including back-up line, Rehabilitation, strengthening and extending secondary and tertiary networks 68.4 km (DN50 to 250);
- Report of 2,500 special connections.

Given that the implementation of this work suggested negative effects on the environment and could lead to economic displacement (loss of income as well as restrictions on access to resources) or physical (displacement), the CEP-O/REGIDESO had carried out in October 2017 a Resettlement Action Plan (RAP) which was implemented in April 2019 with compensation of 170 affected people.

However, some pipes over a distance of about 6000 m, contained in folio 3 of the final DAO, were not taken into account when carrying out the first AEP Matadi RAP. The development of a second Resettlement Action Plan (RAP) for the above pipes is necessary. These are the following lines:

N°	Lines	Length (m)	Existing Diameter (mm)	Planned Diameters (mm).	Township
1	GARAGE MAVUZI VERS AVENUE MPIALU	600	DN 150 A	DN 150	MATADI
2	CV COUVENT VERS ROND POINT MUZEE	500	DN 125 A	DN 150	MATADI
3	CV COUVENT VERS HOTEL CHEZ TONTON	800	DN 125 A	DN 150	MATADI
4	CV COUVENT DES SŒURS VERS CV INSPECTION POLICE	780	DN 150 A	DN 150	MATADI
5	ROND-POINT NZANZA VERS CV TOP BARRIERE	900	DN 150 A	DN 150	NZANZA
6	ATEZAM VERS MARCHE POMPAGE	350	DN 150 A	DN 150	NZANZA
7	AVENUE CORNICHE (MONT TABOR VERS CV BAFUN)	750	DN 80 A	DN 150	MATADI
8	CV COMMUNE MVUZI VERS ODIMBA	400	DN 125 A	DN 150	NZANZA
9	CV LONDE VERS PONT TRANSZAÏRE (ENERGIE)-AV KALAKALA	1050	DN 150 A	DN 250	MATADI
10	RP RTNC- PONT DEBK	200	DN 150 A	DN 250	MATADI
11	Marché DAMAR	50	DN 150 A	DN 150	MATADI
	TOTAL	6 380			

In March 2019, the CEP-O/REGIDESO carried out an additional socio-economic survey to develop a second Resettlement Action Plan (RAP) for the AEP Matadi work.

Justification of Resettlement Action Plan RAP

The activities planned for this project can have negative effects on the environment and lead to economic or physical displacement of people. Concerned about the preservation of people and his environment, CEP-O/REGIDESO had initiated socio-economic surveys for the implementation of this Resettlement Action Plan (PAR). The objective of the socio-economic surveys was to identify assets and persons that could be impacted during the implementation of the project's activities, as well as to propose measures tailored to the real situation observed during the mentioned operation.

Principle and objectives of RAP

The objectives of the resettlement plan are to put in place the mechanisms for avoiding and/or mitigating social risks in order to take into account the impacts of the involuntary displacement of affected people, by allowing them to restore their livelihoods and standard of living. It is

also a question of restoring the means of production and income at the individual as well as collective level above or equal to the original condition. This RAP is prepared in accordance with the overall objectives of the World Bank's Operational Policy 4.12 on involuntary resettlement, which are:

- Minimize, as far as possible, involuntary resettlement and land acquisition, by examining all viable alternatives from the design of the project; Ensure that those affected by the project (PAP) are effectively consulted in complete freedom and transparency and have the opportunity to participate in all major stages of the process of developing and implementing activities involuntary resettlement and compensation;
- Ensure that compensation, if any, is determined in a participatory manner with PAPs in relation to the social impacts suffered, to ensure that none of them are penalized;
- Ensure that affected people, including vulnerable ones, are assisted in their efforts to improve their livelihoods and standard of living, or at least restore them in real terms to their displacement or pre-displacement levels. pre-implementation of the project, depending on the case that is most advantageous to them; and
- Ensure that involuntary resettlement and compensation activities are designed and implemented as a sustainable development program, providing sufficient investment resources for those affected by the project to have the opportunity to share the benefits.

Resettlement regulation framework

National legal texts in this area were considered, including Law 73-021 of 20 July 1973 relating to the general regime of property, land and real estate and security regime as amended and supplemented by Law 80-008 of 18 July 1980, The Expropriation act of 22 February 1977 on public utility and Act 11/009 of 09 July 2011 with fundamental principles relating to the protection of the environment.

However, national legislation and the World Bank's OP 4.12 are only reliable on the principle of evaluation, the cut-off date and the type of payment. With regard to those eligible for compensation, there is a slight rapprochement between Congolese legislation and OP 4.12. It should simply be noted that the DRC's law is more restrictive in that it places particular emphasis on holders of legal rights.

For all the other points, there is more or less a relatively clear discrepancy. In this regard, it is recommended that the World Bank's Operational Policy 4.12 be applied, where it is favorable

to the affected populations, to guide the possible compensation process in the implementation of the project activities.

Socio-economics and environmental characteristics

The project activities that are the subject of this BY are carried out in the town of Matadi, in the province of Kongo-Central. The habitat encountered in the right-of-way of the project is of a modern type consisting mainly of large and medium-sized luxury villas bordered by numerous commercial and socio-professional infrastructures, such as in the Damar markets (dominated by wooden displays), but also containers and kiosks.

There are also a few merchants on the road. However, only 5 of the 11 axes originally planned by the project are affected by this PAR. These are the following axes: (i) CV convent- CV Police, (ii) CV Londe towards Pont Trans Zaïre (Energy)-(iii) Avenue Kalakala, Atezam to Pompage Market, (iv) RP RTNC- Bridge DEBK and (v) Damar Market.

The planned relocation scope

Investigations have revealed that the work will result in temporary movements of trading activities resulting in the demolition of concrete or cement ramps, the dismantling of unmovable stalls, the demolition of the storefronts of the few structures made of baked bricks, sheet metal or wood, low-reach loss of income during the latency period not moving 5 days and transportation to be moved temporarily before the reoccupation of the right-of-way at the end of the work.

As a result, a detailed study was conducted to determine the global budget for RAP implementation.

Socio-economic survey results

The PAP and their property census activities took place **from March 26 to 29, 2019**. Socio-economic surveys conducted on the ground revealed that **120 household heads** will be negatively affected by the project, for a total of **780 dependents** impacted. It should be noted that the **120 heads** of households are all impacted at the level of commercial infrastructure with or without loss of income.

Eligibility

Three categories of people are eligible for compensation. These are:

- Holders of a formal right over land (including customary and traditional rights recognized by the country's law);
- Those who do not have a formal right to the land at the time the census begins, but who have any other title, subject to its recognition by the laws in force in the DRC, such as Law 77-001 of 22 February 1977, or may be recognized under a process identified in the resettlement plan;
- Those that have no formal rights or titles that may be recognized on the land they occupy.

Selecting resettlement sites

The RAP Implementation will not result in a permanent displacement. Since the activities will only require temporary travel, PAPs will be able to return to their workplaces and resume their normal activities, at least for those who wish to do so. It should be noted that the unmovable structures will only undergo temporary destruction before being rebuilt on the right-of-way at the end of the work.

To do so, PAPs will be required to make the necessary arrangements as soon as the RAP implementation begins at least one month before the start of work. However, the release of the right-of-way by the PAPs will only take place after the actual payment of compensation. Also, the information and awareness sessions will be ongoing to enable PAPs to be informed about the progress of the work and the period of reoccupation of the right-of-way and, as a result, make them actively participate in the resettlement operation.

PAPs will receive compensation for losses incurred in accordance with PO 4.12. A socio-economic survey will be carried out after the implementation of the RAP with a view to determining the level of household restoration.

Management of complaints

Complaints must be managed within the framework of a Local Resettlement and Conciliation Commission (LRCC). This commission will include:

- The representative of the mayor of the concerned townships;
- The Head of the Environment and Social Unit of the CEP-O/REGIDESO;
- A civil society representative;
- The PAP representative;
- The representative of the District/Street Manager.

This commission will have the opportunity to meet at least four (4) times per month (the estimated duration of RAP implementation, from the certification of the PAP list to the actual payment of compensation).

As a result, a conciliation book will be deposited at the communal house, a place chosen in common with the PAPs. Each page of the notebook will be previously numbered and signed by the President of the Local Commission for Conciliation and Resettlement. It will be made clear that if there is an error, the page or pages will have to be scratched or slapped. Any page torn off will have to be explained and/or investigated.

Thus, anyone who feels aggrieved will be able to formalize his complaint according to the procedure described here:

- Disclosure of the complaint (in writing or orally) by the aggrieved person to the Local Resettlement and Conciliation Commission (LRCC) located at the municipal office;
- The Complaint is first notified by the PAP in the conciliation book reserved for this purpose with the LRCC at the commune level;
- Review of the complaint by the LRCC during the first meeting following the filing of the complaint. After a contradictory debate, the proposed solution is noted in the conciliation book;
- Transmission of the dispute processing report to the CEP-O/REGIDESO for validation within 48 hours;
- Review of the dispute handling report by CEP-O/REGIDESO, issuing the notice of no objection for payment and notification by the LRCC of the response to the PAP;
- Payment to the complainant, through a money transfer agency, of the amount of dispute settlement approved by the CEP-O/REGIDESO;
- Development and transmission of the dispute settlement payment report by the CRA claw to the CEP-O for verification and archiving.

Beyond the above option, the PAP can apply to the High Court to assert its rights and obtain justice. It should be noted that PAPs have been informed about these different forms of procedures, which can be summed up as follows:

- The registration of complaints and the amicable resolution mechanism;
- Administrative provisions;
- The use of justice.

RAP Implementation framework

REGIDESO will implement the PAR with the support of an Independent Consultant and the Local Resettlement and Conciliation Commission (LRCC). REGIDESO and the CCRA will have a central responsibility in coordinating the various clearing activities. They should mobilize all stakeholders to implement the activities envisaged in this report.

The indicators to follow will be:

- The number of PAPs compensated;
- The monthly income of PAPs before and after the RAP implementation;
- The number of people who have lost their assets permanently;
- The number of people who have temporarily lost their assets;
- The number of people who have benefited from resettlement assistance;
- The number of homeowners who have lost their assets;
- The number of registered complaints;
- The number of complaints handled.

Data on the monthly or daily earnings of each PAP were collected in the RAP development. These revenues, taken from Table 7 of this PAR, will serve as indicators to verify the level of household restoration after construction.

Calendar of implementation of RAP

Stage/Activity	September 2019			
	Week 1	Week 2	Week 3	Week 2
Stage 1: RAP Validation				
Stage 2: Delivery of a copy of the PAR to the municipalities concerned				
Stage 3: Public consultations and PAP briefing				
Stage 4 : Signing of the MOU indicating the amount of compensation, the objectives of the compensation and the obligations of the parties (assigned and project)				
Stage 5: delivery of compensation				
Stage 6: Releasing sites corridors and closing the individual file.				
Stage 7: Writing the Compensation Implementation Report				

WORK SHOULD ONLY BEGIN AFTER PAYMENT OF COMPENSATION AND RELEASE OF THE CORRIDORS.

Cut-Off Date

People have been made aware that they are no longer settling in the site. In accordance with the OP 4.12, the cut-off date has been set for 26 March 2019 corresponding to the start of the detailed inventory operation, carried out from 26 to 29 March 2019 (census period).

The publication of the deadline by poster in the offices of the concerned Municipalities and Quarters has been effective since 30 March 2019 (see Appendix 16.3).

Monitoring and valuation of RAP

The follow-up will take place at three levels: the first level is the responsibility of REGIDESO. It also includes an internal audit that CEP-O/REGIDESO has always carried out after the implementation of each PAR. The second level is the responsibility of the local authorities. The third will focus on a social audit to be carried out by independent consultants.

The objective of the evaluation is to ensure that all objectives of this RAP are met and that all PAPs are met, compensated and that they have resumed their productive activities.

Public consultations

Consultations were held in two stages. Thus, consultations were held in two levels: 1° with the local authorities and elders; 2° with all affected people in order to explain the project aspects and to get inquire from them people point of view.

Indeed, the project affected people positively perceive the project and believe that it is a factor of development and social progress for the country because of improving the rate of access to safe drinking water, promotes the development of the population. Therefore, they are looking forward to the start of the work.

Most of the concerns and fears expressed are related to:

- Return the site after work to continue trading;
- To be informed on the start of the project's work one month before so that they can make arrangements to leave the site temporarily;
- Pay their compensation through a money transfer agency and not in banks given the hassle and lengthy procedures at the bank;

- To carry out the rehabilitation work in record time so that they can restart as soon as possible their usual activities;
- Allow them to move themselves the shops and returning them to the same place after work;
- Pay them acceptable compensation to facilitate their restoration;
- Hiring if possible their relatives during the work on the site;
- Fear that local authorities will levy deductions on their compensation;
- Pay PAPs who have lost their identity documents on the basis of the testimony of the chief;
- Fear of being driven out by the local authorities without being compensated because of the illegal occupation of the right-of-way;
- The PAPs, unanimously, wished to be compensated only in cash

In response to the concerns raised, following explanations, focusing on resettlement rights and the options offered by the project (cash or under another shape), were given to the satisfaction of the PAPs:

- PAPs will be temporarily asked to move away. They will return the site after work. Local authorities are sufficiently aware to facilitate the peaceful reoccupation of the right-of-way once the work ends;
- The move can only take place after the actual payment of the compensation. A grace period will be granted to PAPs between the payment of compensation and the start of work. Information sessions and public consultations will be held prior to the work to allow PAPs to peacefully liberate the site;
- The payment of compensation will be made, as desired by the PAPs, through a money transfer agency. Transfer fees, included in the RAP budget, will be covered by the government;
- The execution company has a contractual obligation to complete the work at the due date to avoid penalties. Any additional loss caused by the delay in the execution of work will be either compensated or repaired;
- PAPs will receive a compensation just to facilitate their restoration;

- Recruitment takes meritocracy into account. However, the Environmental and Social Prescriptions in addition to the contract signed with the company specifies that, with equal competence, priority will be given to PAPs or their relatives;
- Compensatory allowances will not be subject to any taxation;
- The CEP-O will make set stakes to obtain secure payment from the money transfer agency for PAPs who have lost their identification cards;

RAP Estimated Budget.

The cost of compensation is **\$56,669** for an overall cost of implementation of the PAR estimated at **\$97,402** as shown in the table below:

N°	Item	Cost (\$US)
1	Compensation cost	56 669
2	Monitoring & supervision cost	6 000
3	RAP Implementation cost (NGO)	25 000
	**Sub-total 1 :	87 669
4	Transfer cost	567
5	Social audit	5 000
	**Sub-total 2 :	5 567
	Milestones (10%)	15 299
	**Total Budget for RAP implementation :	97 402

NA BUKUFI YA BISALU YA MBALA ZOLE SAMU NA KUTULA MAZA NA MBANZA MATADI

A. NGUDISAMU

Kusala maza yina bantu fuete kunua na insi ya nvimba ya Congo to république démocratique ya Congo, yake fioti, samu na mutu nionso baka maza ya kunua. Yawu iyina kusalu kena kubuelamaka ntangu nionso, samu na mutu nionso fuete baka maza kunua.

Yawu yina, kuizaka bakama dibanza ya ku kunata maza ya kunua na konso sika ke zingilaka nkangu, samu na ba buala beto tatu lokola : Kinshasa , Matadi na diaka Lubumbashi.

Samu na kukindisa dibanza yayi na bisalu na yandi ya ntete, insi na betu Congo democratique, kuizaka lomba mpe me baka lusadisu na inzo ya kilundulu ya mbongo ya inza ya mvimba to BANQUE MONDIALE samu na kulundakama bisalu ya kusoba nsadilu ya Regideso Sa, kubongisa ba nzila yina ke kumisaka maza na nkangu, kotunga ba inzo ya impa samu na kulamba maza ya kunua na Kinshasa, mpela mosi na babuala ya nkaka bisalu ya mutindu na mutindu kena salama.

Ndiambu yayi me tala ntete ba mbanza iya(4) : kinshasa , Lubumbashi, Matadi mpe Kindu .

Bosi samu na mbanza ya Matadi, bisalu yawu yayi :

- Kubongisa inzo ya maza na nzadi ya Congo, kubuela bisengo ya impa ke katusa ntoto na maza, buela diaka bisalu ya mutindu na mutindu.
- Kubongisa mpe kukindisa diaka na kubuela bisadulu ya nkaka na ba kilometres makumi sambanu na nana to 68km.
- Mpe kuvutusa maza na nkangu na mutangu ya difunda mosina kama tanu to 1500

Dibanza me tadila kutunga to kubongisa ba inzo mpe bisengo ya maza ya lenda mpe natina betu ba mambu ya nkaka ya mbote mingi ve na bizunga. Yawu yina, mosi na batuadisi kuizaka sonoko na kusalu yina samu ti sadisa dibanza yayi samu na kutoma tala mboti mboti bantu mpe bima yina lendaka builu ba mpasi na tangu ya bisalu yayi ya maza samu na kuzaba yina fueteke salama mpe wapi mutindu ba lendaka futikisa bawu.

Ba mitangu ya mafunda sambanu (6000m) ya sonamaka ve na nkanda ya kusalu to DAO na kitendi yawu ya tatu , mpe salamakja ve na tangu betu salaka kusalu ya ntete ya maza (PAR I)

Yawu yina, Samu na mafunda sambanu yayi ya impa, beto ke na insua ya kubuela kusalu ba me bokila PARII, samu na kulutisa ba bima yina ke nata maza .

Na ba Nzila yayi :

N°		mitangu (m)	Munene ya bisengo yawu (mm)	Munene ya impa ya bisengo yawu (mm)	Mbanza kisala ke salama
1	NZILA BAK E TULA BISENGO YA MAZA GARAGE MAVUZI VERS AVENUE MPIALU	600	150	150	MATADI
2	CV COUVENT VERS ROND POINT MUZEE	500	125	150	MATADI
3	CV COUVENT VERS HOTEL CHEZ TONTON	800	125	150	MATADI
4	CV COUVENT DES SŒURS VERS CV INSPECTION POLICE	780	150	150	MATADI
5	ROND-POINT NZANZA VERS CV TOP BARRIERE	900	150	150	NZANZA
6	ATEZAM VERS MARCHE POMPAGE	350	150	150	NZANZA
7	AVENUE CORNICHE (MONT TABOR VERS CV BAFUN)	750	80	150	MATADI
8	CV COMMUNE MVUZI VERS ODIMBA	400	125	150	NZANZA
9	CV LONDE VERS PONT TRANSAÏRE (ENERGIE)-AV KALAKALA	1050	150	250	MATADI
10	RP RTNC- PONT DEBK	200	150	250	MATADI
11	Marché DAMAR	50	150	150	MATADI
	Nionso me sala	6 380			

Samu na kisalu yayi ya maza, REGIDESO na nzila ya inzo nandi ya kisalu ya maza ina bakena bokila CEP-O, a me sosa diaka kuzaba mutangu ya nkangu na nzila ya kisalu ya zole bakena bokila PARII, na ngondo ya mars 2019 samu na kuzaba nzingulu ya nkangu na mbanza mvimba ya Matadi..

B. KUMONIKUSUA YA BA NGINDU

Tsadulu ya maza na mbanza ya matadi ya Regideso ya kena ya kufuana ve samu na kunata maza ya kunua na nkangu nionso, bisadilu mingi yina me bakamaka na tangu ya buvika ya me beba, buela mpe kutobuka ya bisengo ke nataka maza na kati y aba mbanza. Nionso yayi yawu me sala nti Regideso baka dibanza ya kusoba ba inzo mpe bisengo ke nataka maza samu ti ya kuma ya impa.

Lusadisu ya inzo ya kilundulu ya mbongo ya inza ya mvimba ke kuiza sadisa Regideso na kubongisa inzo ya maza, kukindisa mpe kubuela ba nzila ya kunata maza na nkangu.

C. BANTUMU MPE BISALU YA PAR

Mfunu ya kubongisa kisalu ya maza kele ya kutula to kusosa ba nzila ya kumanisa mpasi ya nkangu yina fuate tambula to kusoba buala ya kuzingila na luzolo ya bawu ve.na kusadisaka bawu na kubaka nzingulu ya bawu na na mutindu kele mbokulu ya bawu.

Ya kele mpe diluaka ya kubongisa bisalu mpe mbakulu ya mosi mosi, ya nkangu ya mvimba yina lenda luta to lenda kokana na nzingulu na bawu ya ntama.

Bisalu yai ya PAR me salama na ku landilaka bangindu ya politiki 4.12 ya inzo ya kilundulu ya mbongo ya inza ya mvimba na yina me tadila tsobolo ya luzingu na luzolo ya nkangu ve lokola :

Beto fuana sala nionso ya kufuana samu na kuvenguka tokulenga tsobolo yina ke salama na luzolo ya nkangu ve, mpe kulonguka nionso yina fuatele salama na dibanza yayi.

Kana kukatuka ya nkangu na kisika boke zingilaka lendaka vengumuka ve, bisalu ya tsobolo ya luzungu ye nkangu fuateke salama na mutindu ti ya pesa na nkangu diluaka ya kubaka mambote ya dibanza yayi.

Batu yina me sala luzingu na kukatukaka na luzingu na bawu fuateke baka lusadisya ya kufuana samu to bo koka kusoba luzingu ya bawu mutindi ya bawu ya kuzingila mpe khadulu ya bawu nionso yayi fuate kokana na yina tuamaka ntete na yina ke tadila kusala kizungu y kizingila mpe kusiamisa dibanza na kubakaka yina me lutisa mfunu.

D. KIFULU YA MBOTE ME FUANA NA TSOBOLO YA LUZINGU YA NKANGU

Mikanda ya nsinku na yina me tadila mambu yai kele :nsiku ya n°73-021 ya bilumbu makumi zole ya ngonde ya yulli mvula difunda mosi nkama uvwa makumi tsambuadi na tatu :20 juillet 1973,na yina me tadila bima ,ba mfinda ,ba inzo mpe bima inso mpe mambu ya kukengila mutindu ya sobila mpe kundisilaka yawu na nsiku n°80-008 ya 18 juillet 1980,nsiku ya n°77/01 ya le 22 fevrier 1977 na yina me tadila kuzimbisa kikutu kuziono kimvwama samu na mambote ya luyalu mpe nsiku n°11/00 ya 9 juillet 2011 na yina me tadila kutanina ba mfinda.

Betu fuana zaba ti, nsiku ya insi ya beto mpe PO 4.12 ya inzo ya kilundulu ya mbongo ya inza ya mvimba, me tadila kaka bantu yina lenda sombakana, na kutalaka kilumbu ya tsinu mpe mfutulu.na yina ya nkaka me bikana, lusuasanu kele kaka fioti.ya zono tuba ti politiki 4.12 ya inzo ya kilundulu ya mbongo ya insi ya mvimba kuiza sadisa dibanza yayi ya kuiza salama.

E. MUTINDU YA KHADULU NZINGULU YA NKANGU MPE BIZUNGA ME ZUNGADULA

Na kibumuntu mpe na luzingu, dibanza yayi ke salimina na kizungu ya KONGO-CENTRAL, mingi mingi na matadi .ba inzo kele mingi ya impa, mpe ya me sangana naba inzo ya inda ya nene to ya mutindu na mutindu.

Na kati ya dibanza yayi, kuizaka monana ba inzo ya kutekisila bima mpela mosi diaka na ba meza ya mabaya, Mingi mingi na zandu ya DAMAR to zandu ya SITRA. Kuna kele mpe ba conteneurs na mua ba muanzu.na bisika ya nkaka, kuna kele mua ba inti ya ba manga.

F. YINA KE MONOKOSO NA NIMA YA KUKONGUDILA NZINGULU YA NKANGU

Ndongokolo ya luzingu ya nkangu, sadisaka samu na kukongudila nkangu nionso (lumbu ya makumi zole na sambanu ti na makumi zole na ivua ndondo ya tatu na mbula mafnda zole na kumi mosi na ivua, mpe kumonisa bima ya PAP (nkama mosi na makumi zole ya nkangu) mpe nzingulu ya bawu nkama sambanu na makumi sambuadi na makumi nana. (780).na ndongokolo yayi, PO 4.12 kulonguka ya mambu ya PAP me sadisa samu na kumonisa ba tableaux yayi :

G. LUVE YA KUPONAMA

Mutindu tatu ya bantu me fuanama na lufitu yayi :

Ba yina ke na nkanda ya bawu katukaka na luyalu samu na ntoto, to pe ba mfumu ya ntoto yina me zabana na luyalu.

Bayina kele ve na ba insua ya ba mfinda na ntangu ya kukongudila ya nkangu, kansi ba kele na ba mikanda yina me ndimama na nsiku ya insi ya Congo n°77-001 ya 22 février 1977.to bayina zabanaka na bisalu ya kubalula kizunga.

Bayina kele na inswa ve, ni mukanda ve yina ke pesa yandi inswa ya kuvwanda na ba ntoto yina.

H. KUSANGANA YA BIFULU NIONSO YA TSOBOLO YA KHADULU YA NKANGU

Kubaluka ya kizunga yake zingilaka nkangu lenda salama ve kana ti diambu yai fueete salama kaka samu na mua ndambu ya bilumbu.

PAP ke vwanda na luve ya kuvutusa bima ya bawu na manima ya bisalu yayi. Kansi beto fuana zaba ti, bifulu yina me vuanda bisengo ya kutindikila maza fueete vuanda na kisika na yawu mosi

I. KUTADILA MINZONZA NA MANIONGO

Kubongisa maniongo ya nkangu fueeti salimina na mua dingumba ya buala yina mpe bawu kaka me tala kudedikisa mua ndambu ya ba mambu. Nkangu yina ke vuanda na :

- Ba bourgmestres to ba mbandi na bawu ya Matadi, Nzanza na Mvunzi.
- Mfumu me tala mambu ya maza Regideso ya matadi.
- Mutu mosi ya la police.
- Ba mbandi ya ba zandu (DAMAR, SITRA).
- Ba mbandi ya PAP.
- Mfumu ya ONG samu na PAR na bilandi nandi.

Na kotalaka ba ntoto ya luyalu na yina me tadila bisalu yayi, PAP me sudika ti ku tedikisa mua ba nzimbala to minzonza na mutindu ya minsiku ya buala yawu lutisa mbote kulutisa kufundana na ba inzo ya luyalu. Ya ke monana na ba ngindu ya PO 4.12 ya inzo ya kilundulu ya mbongo ya inza ya mvimba.

Kana PAP lenda funda na inzo ya kinzonza ya zulu to TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE ya zona monisa to RAP kele yabku koka na yina me tadila mbongo to mayele samu na ku zitisa misiku.

Betu me sala kivuvu ti sabala tatu fuana kuandi samu na kudedikisa minzonzo to maniongo. Betu lenda kabula yawu mutindu yayi:

Sabala mosi sambuna kukuendabika maniongo na mfumu ya quartier samu ti yandi yayi tinda yawu na commune.

Sabala mosi samu na kuyamba maniongo nionso mpe ku sosa kudedikisa bayina ke na kufundama.

Sabala mosi samu na kusambisa mpe kubangisa minkanu nionso.

J. MUTINDU YA TSADULU YA PAR

Regideso yandi ke kuiza pona ONG yina ke kuiza sala bisalu ango ya PAR.dingumba ya nkangu yina me tala bisalu ya kunata nkangu na binzunu ya impa mpe kudedikisa minzonza ke kuiza sangana na bawu.

ONG mpe CLRC ke vuanda na kisalu ya kutuadisa bisalu nionso bawu fujeteke sangisa bisadi nionso samu na ntomosono ya bisalu yayi.

Ba mambu yina ya mfunu bakekuiza landila kele yawu yayi :

- Ntalu ya PAP yina me baka lufitu.
- Ntalu ya bantu yina fujete zimbisa bisalu na bawu mpe mutindu ya sobila nzingulu na bawu.
- Ntala ya ba mfumu ya ntoto mpe ntalu ya ba inti ya mfunu ke kuiza kufua.
- Ntalu yamaniongo to minzonzo sonamaka

K. MUTINDU YA KU LANDAKANA BISALU YA PAR KILUMBU MOSI MOSI MPE NA NGONDA MOSI MOSI

Nionso ke katuka na kundimama ya PAR na inzo ya kilundula ya mbongo ya inza ya mvimba mpe luyalu ya Congo.buela diaka, bawu fujete baka mikanda ya mfumu ya kizunga lokola bawu kele na kati ya CLRC.

Bosi diaka, bafujete kumisa mambu nionso na PAP mpe yake sukinina na kusala dinzaka na nguizani yina ke salama.

Konso PAP ke vuandaka na nguizani samu na kubongisa bifulu ke lutila bisalu.

Mutindu kisalu ke salama	Ngondo ya ivua 2019			
	Sabala 1	Sabala 2	Sabala 3	Sabala 4
Etape 1: Bilumbu ban dima kisalu ya PAR				
Etape 2: bilumbu ya kubika nkanda mosi ya PAR na inzo tatu ya luyalu				
Etape 3: bilumbu ya kubokila nkangu samu na masolo Na luyalu mpla mosi na mfumu ya nkaka kaka				
Etape 4 : manaka ya kusonika nkanda samu nkangu me baka mbongo				
Etape 5: bilumbu yina nkangu ke kuiza baka mbongo				
Etape 6: bilumbu yina nkangu ke kuiza bika bisika bawu samu kisalu me banda				
Etape 7: bilumbu ya kusonika inki mutindu kisalu me salamina				

L. KILUMBU YA TSUKA

Mutuadisi ke zabisa nkangu na kutunga diaka ve na bifulu nionso ke lutikaka maza.ntangu andi me baka bisalu ya PAR mpe na kutala manaka ya PO 4.12, kilumbu ya tsuka ponamaka kele 26 mars 2019 ya ke kokoma na tsuka ya bisalu.

M. KULANDAKANA MPE KUTALULA YA PAR

Kulandakana mpe kotalula kele na insua ya Regideso na bayina ke talaka bisalu ya ba mfinda, buela diaka ba mfumu ya ba communes na lusadisu ya batuadisi ke sonika mukanda konso ngondo na kulandakanaka ngonda sambanu.

N. KUKONGUDILA YA NGALU NGALO

Bantu yina builukuluku mabienga ya kufukusua na bizunga ya bawu, fute solula na batuadisi samu ba pesa mabanza na bawu. Mabanza yina kuizaka ndimama na muntu ionso na kutalaka nfunu na yawu mpe na mutindu bifulu nionso ke kuiza bakila maza ya kunua na kukuendaka diaka ve na bifulu ya ntama

.ba yankaka me sepela samu ti bakekuiza kunua maza me lambama mbote kansi kubanga fioti kela na bawu na mambu yayi :

- Kubongisa bifulu manisaka timuna samu na bisalu yayi.
- Kubaka bisadi kaka ya kizunga yina kele bisalu.
- Kuzimbisa mua mbongo mingi kana bisalu ango ke zingila mingi.
- Kufuta bayina me builukulu tsombo
- Na nionso yayi, bantu nionso zonata ti, lufitu nionso salimina kaka na mbongo.
- Kutotisa bamfumu ya kizunga na ba militaires samu na kuvenguka matata yina lendaka lutisa ntangu pamba

O. KUFIONGONNA LUFITU NA DIAMBU YA NGUDI YA TSUKA

Ntalu ya lufitu kele ya **56 669 \$US** mutindu kena kumonisina. Bisalu ya PAR ke kuiza sosa mbongo kele na ntalu ya **97 402\$ US** me bakama na mutindu yayi:

N°	NKINZI	YINA ME PESAMA (\$US)
1	Ntalu ya mbongo ya lufitu	56 669
2	Ntalu ya mbongo samu na kulandakanaka bisalu	6 000
3	Ntalu ya mbongo samu na ku futa ONG	25 000
	**Ntalu ya ntete :	87 669
	Ntalu ya kuntindika mbongo	567
4	Ntalu ya bayina me tala nsadilu ya mbongo	5 000
	**Ntalu ya zole :	5 567
5	Ina sabanaka ve (10%)	15 299
	**ntalu nionso samu na kusadila PAR :	97 402